

UNE CRISE MONDIALE DE LA DETTE SANS PRÉCÉDENT DES NOUVELLES DONNÉES PROVENANT DE *DEBT SERVICE WATCH*

Cette note d'information, élaborée à partir de la nouvelle base de données *Debt Service Watch*, révèle que les citoyens des pays du Sud global sont aujourd'hui confrontés à la crise de la dette la plus sévère jamais répertoriée depuis le début des registres mondiaux. Le service de la dette¹ absorbe en moyenne 38 % des recettes budgétaires et 30 % des dépenses dans les pays du Sud, atteignant même 54 % des recettes et 40 % des dépenses en Afrique. Répartis sur tous les continents, 35 pays consacrent plus de la moitié de leurs revenus au service de la dette, tandis que 54 pays y allouent plus d'un tiers.

Ces chiffres représentent plus du double des niveaux atteints par les pays à faible revenu avant l'allègement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTÉ) et de l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM), et sont légèrement plus élevés que les paiements effectués par les pays d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) avant la mise en place du plan Brady dans les années 1980.

Plus important encore, la dette met de côté les dépenses nécessaires pour faire face aux crises sociales et environnementales. Le service de la dette équivaut aux dépenses totales combinées allouées à l'éducation, à la santé, à la protection sociale ainsi qu'à l'action climatique, et les dépasse de 50 % en Afrique. Cela représente 2,5 fois les dépenses en éducation, 4 fois les dépenses en santé et 11 fois les dépenses en protection sociale.

Les pays en développement ont besoin d'un nouveau cycle d'annulation de la dette. Pourtant, les accords actuels d'allègement de la dette ne parviennent pas à réaliser une réduction significative du fardeau du service de la dette afin de dégager des ressources pour les Objectifs de développement durable (ODD). En moyenne, les accords les plus récents maintiennent le service de la dette à une moyenne de 48 % des recettes au cours des trois à cinq prochaines années. La communauté internationale doit prendre des mesures urgentes pour le réduire de manière beaucoup plus significative, en renforçant l'allègement de la dette et en réduisant les coûts d'emprunt. C'est seulement ainsi qu'elle pourra contribuer de manière adéquate au financement de relance des ODD proposée par le Secrétaire général, et les maintenir en place.

Development Finance International (DFI) est une organisation à but non lucratif spécialisée dans la recherche et le renforcement des capacités. Depuis 32 ans, elle travaille avec plus de 60 gouvernements du Sud global, les accompagnant dans la mobilisation des meilleurs financements pour le développement et l'allègement de la dette, afin de réduire la pauvreté et les inégalités, ainsi que de faire face à la crise climatique. Elle fournit également des conseils et des analyses à des organisations intergouvernementales, des partenaires au développement, des organisations de la société civile (notamment Jubilee 2000), des syndicats et des parlementaires. Pour de plus amples informations, veuillez visiter le site www.development-finance.org. Cette note a été rédigée par Matthew Martin, à partir des données fournies par David Waddock et Maria Holloway, et traduit de l'anglais par Anna Savage, avec les contributions et le soutien d'AFRODAD, de Debt Justice UK, d'Erlasjahr, d'EURODAD, de LATINDADD, de Norwegian Church Aid et de l'ONUSIDA. Ces partenariats visent à faire de *Debt Service Watch* un outil axé sur les pays du Sud et à s'assurer qu'il soit mis à jour chaque année et utilisé à l'échelle mondiale, régionale et nationale pour promouvoir la réduction du service de la dette.

¹ Dans la présente note d'information et dans la base de données DSW, le service de la dette comprend le principal et les intérêts sur la dette extérieure et intérieure.



En partenariat avec :



POURQUOI *DEBT SERVICE WATCH* ?

Depuis la pandémie de COVID-19, les décideurs internationaux ont reconnu l'existence d'une nouvelle crise de la dette dans les pays du Sud global. Cependant, de nombreux acteurs de la communauté financière mondiale continuent de dire qu'il ne s'agit pas encore d'une crise « systémique » et qu'elle est moins grave que les crises mondiales de la dette qui ont eu lieu par le passé. Ils avancent deux arguments pour étayer cette évaluation : i) relativement peu de pays (notamment parmi les plus gros débiteurs) ont fait défaut sur leur dette extérieure au cours des dernières années ; et ii) le fardeau de la dette et du PIB est moins élevé qu'il ne l'était avant et pendant la crise de la dette latino-américaine des années 1980 ou de la crise de la dette des pays à faible revenu des années 1990.

Par ailleurs, le Secrétaire général de l'ONU a souligné l'extrême gravité et l'ampleur de la crise de la dette. En effet, l'ONU évalue l'importance de cette crise en fonction de son impact sur la réalisation des ODD. Les agences des Nations Unies ont observé que le service de la dette entraîne une déviation massive des ressources qui pourraient être allouées aux services publics pour réduire la pauvreté et les inégalités (éducation, santé, protection sociale) ; ainsi que pour faire face aux crises climatiques et autres crises environnementales².

Jusqu'à présent, les preuves à l'appui de cette évaluation fondée sur le développement étaient limitées. Les données disponibles sur le service de la dette et les dépenses liées aux ODD n'étaient pas suffisamment récentes (s'arrêtant en 2021 ou même plus tôt). De plus, les données relatives au service de la dette se concentraient uniquement sur la dette extérieure, tandis que les données liées à la protection sociale et les dépenses climatiques étaient soit obsolètes, soit inexistantes.

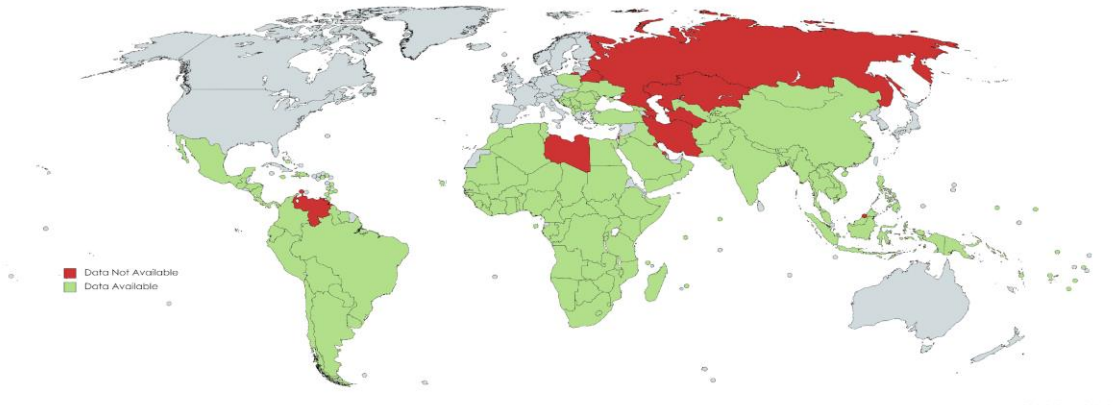
Cette note d'information présente une nouvelle base de données appelée ***Debt Service Watch***, élaborée par Development Finance International avec le financement de Norwegian Church Aid, LATINDADD et l'ONUSIDA. Cette base de données couvre 139 des 155 pays emprunteurs auprès de la Banque mondiale (voir encadré 1) et résout les problèmes de données soulevés ci-dessus. Elle englobe les données les plus récentes (2017-2023) relatives au service de la dette et couvre à la fois la dette extérieure et intérieure. Ces données sont comparées aux recettes publiques totales, aux dépenses, au PIB, ainsi qu'aux ressources allouées à l'éducation, à la santé et à la protection sociale. Cette base de données a été élaborée à partir de documents budgétaires nationaux ou de gestion de la dette, de rapports du FMI et de diverses bases de données sur les dépenses mondiales. Les données sont disponibles en ligne sur le site www.development-finance.org.

ENCADRÉ 1 : LE MOYEN-ORIENT ET L'ASIE CENTRALE DOIVENT ÊTRE PLUS TRANSPARENTS

L'équipe du DFI n'a pu trouver de données sur le service de la dette pour les 16 pays suivants : 9 au Moyen-Orient et en Asie centrale (Azerbaïdjan, Bahreïn, Iran, Kazakhstan, Koweït, Libye, Territoires palestiniens occupés, Syrie et Turkménistan) ; 2 en Europe (Biélorus et Fédération de Russie) ; 2 en Amérique latine (Aruba et Venezuela) ; 2 en Afrique (Érythrée et Guinée équatoriale) ; et 1 en Asie (Brunéi). Il est urgent que ces gouvernements améliorent la transparence vis-à-vis de leurs citoyens, en particulier au Moyen-Orient et en Asie centrale (MOAC). D'autre part, l'Afrique subsaharienne est la région la plus transparente au monde en termes de publication des données relatives au service de la dette. Toutes les contributions d'experts pouvant nous aider à trouver et à publier davantage de données sont les bienvenues.

² Voir le [Secrétaire général des Nations Unies](#) 2023, [UNCTAD](#) 2023 et [UNDP](#) 2023.

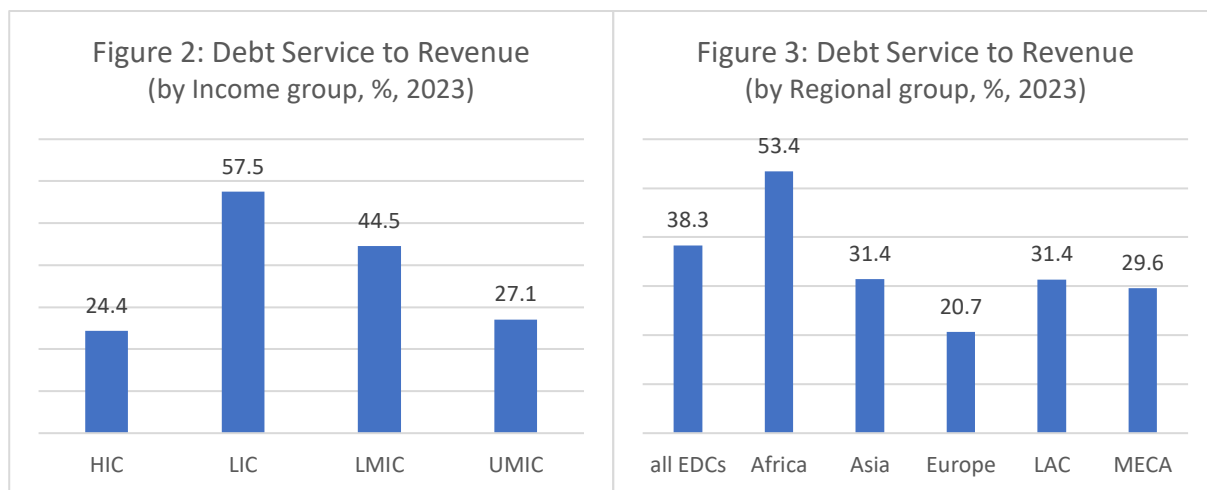
FIGURE 1 : PAYS INCLUS DANS LA BASE DE DONNÉES DE *DEBT SERVICE WATCH*



DEBT SERVICE WATCH : LES CONCLUSIONS

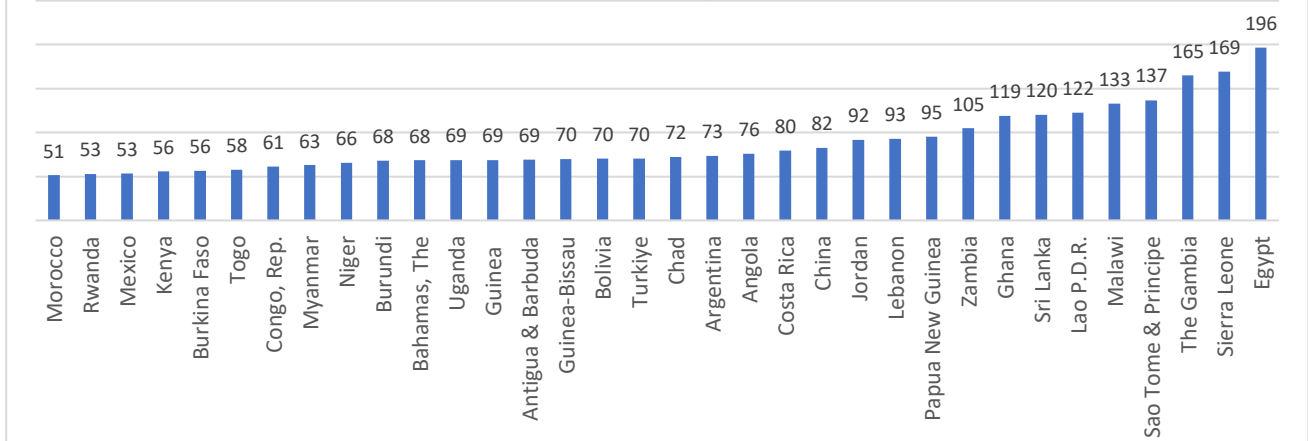
1) LE FARDEAU DE LA DETTE MONDIALE EST LE PLUS ÉLEVÉ DEPUIS LE DÉBUT DES RELEVÉS

Les principales conclusions tirées de la base de données de 2023 mettent en lumière la gravité de la crise de la dette à laquelle les pays du Sud global sont confrontés, la pire depuis le début des registres mondiaux. Le ratio clé utilisé par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale pour évaluer le service de la dette ou le charge de « liquidité » de la dette publique est le ratio service de la dette/recettes budgétaires, qui mesure la capacité budgétaire de chaque pays à payer ses dettes. Actuellement, ce ratio représente en moyenne 38 % des recettes budgétaires (hors dons) dans les 139 pays, et 57,5 % pour les pays à faible revenu. Cela contraste avec l'évaluation des Institutions de Bretton Woods (IBW) qui estiment que des ratios compris entre 14 % et 23 % (en fonction de la capacité de charge de la dette du pays) rendent les niveaux d'endettement extérieur insoutenables pour les pays en développement à faible revenu, tels que définis par le cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu (PFR). Cependant, le problème ne se limite pas aux pays les plus pauvres. Comme le montre la figure 2 ci-dessous, le ratio moyen du service de la dette par rapport aux revenus est de 45 % pour les pays à revenu intermédiaire tranche inférieure (PRITI) et de 27 % pour les pays à revenu intermédiaire tranche supérieure (PRITS). Cette problématique n'est pas non plus concentrée dans une seule région : la figure 3 indique que l'Afrique subsaharienne consacre 53 % de ses revenus au service de la dette, l'Asie 31 %, l'Amérique latine et les Caraïbes 31,4 % et le Moyen-Orient et l'Asie centrale 30 %.



La figure 4 montre les pays où le fardeau du service de la dette est le plus élevé par rapport aux recettes, et met en évidence que cette situation concerne diverses régions, de niveaux de revenu différents, ainsi que des pays avec ou sans situation particulière en matière de développement. En ce qui concerne les pays les plus fortement touchés (où le service de la dette représente plus de 50 % des recettes), 18 se trouvent en Afrique subsaharienne, 6 en Amérique latine et dans les Caraïbes, 5 dans la région du Moyen-Orient et d'Asie centrale et 5 en Asie. Plus globalement, les deux tiers des pays africains ont des charges de service de la dette dépassant les 33 % de leurs revenus, tandis qu'un tiers des pays d'Asie, du Moyen-Orient, d'Amérique latine et des Caraïbes connaissent des niveaux similaires.

Figure 4: Countries with Highest Service/Revenue Burdens
(%, 2023)



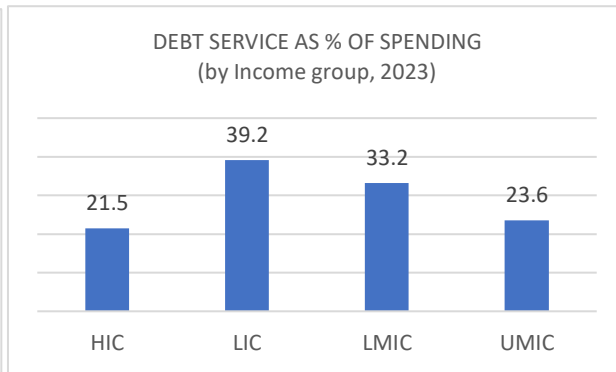
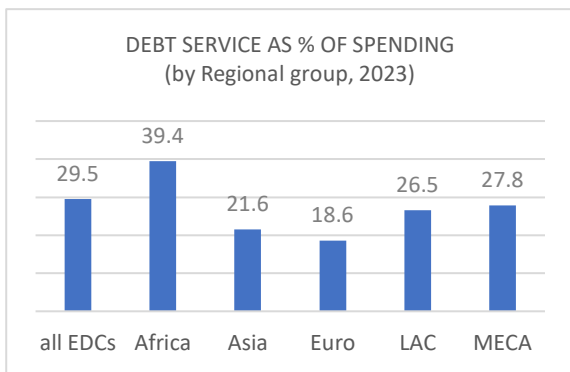
Le service de la dette représente également en moyenne 7,6 % du PIB pour l'ensemble des pays, 8,3 % du PIB pour les pays à faible revenu et 8,9 % du PIB pour les pays d'Afrique subsaharienne. Pour les anciens PPTTE, c'est bien plus du double des 3,7 % du PIB qu'ils consacraient au service de la dette en 1996, avant que l'Initiative PPTTE ne soit conçue et n'allège considérablement leur dette. Même en comparant au service de la dette prévu en 1996, qui était de 7 % du PIB³, les niveaux actuels sont bien plus élevés. Bien entendu, les montants de *Debt Service Watch* englobent également le service de la dette libellé en monnaie nationale⁴. Toutefois, au début des années 1990, pratiquement aucun pays à faible revenu ne disposait de marchés intérieurs de la dette ou ne payait de service. Même le service de la dette extérieur payé en 2023 représente en moyenne 3,7 % du PIB dans les PFR (soit un niveau équivalent à celui d'avant l'initiative PPTTE). Ces niveaux de service montrent que les pays à faible revenu, et en particulier les pays africains, sont confrontés à la pire crise de la dette de leur histoire. Même les pays les plus riches et les plus endettés d'Amérique latine ne consacraient que 10 % de leur PIB au service de la dette dans les années 1980, avant que le plan Brady ne réduise leur dette. Le service de la dette actuel représente en moyenne 11 % du PIB pour cette région.

2) LE SERVICE DE LA DETTE ÉVINCE MASSIVEMENT LES DÉPENSES DÉDIÉES AUX OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

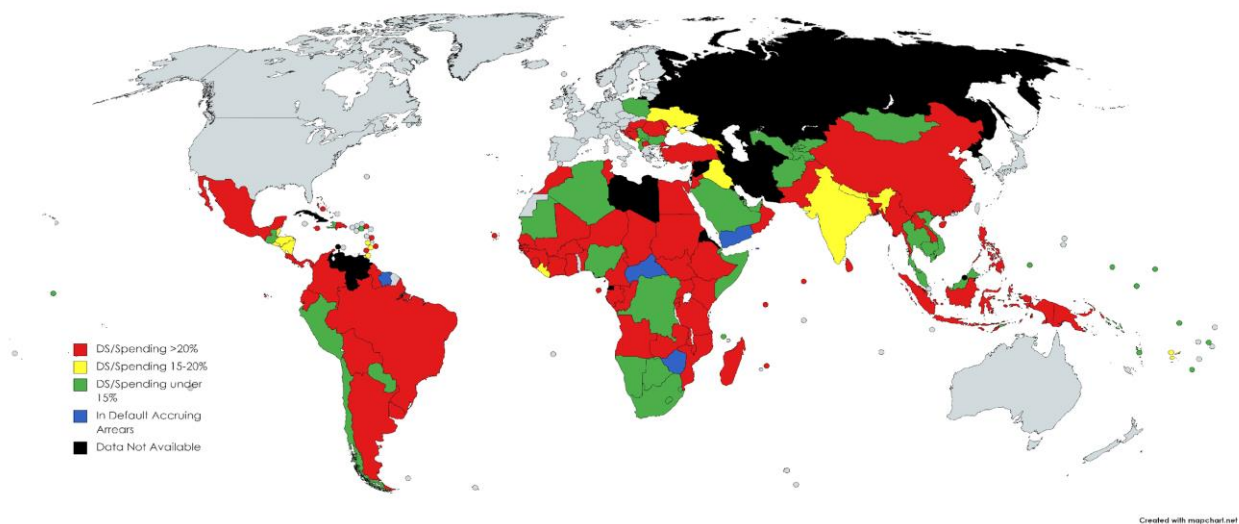
En termes de proportion des dépenses budgétaires totales, le service de la dette pose également un défi considérable dans de nombreux pays. Il représente en moyenne 29,5 % des dépenses dans l'ensemble des pays, 39 % en Afrique, 28 % dans la région MOAC, 26,5 % en ALC et 22 % en Asie. Cette charge est particulièrement onéreuse pour les pays à faible revenu, où elle représente 39 % des dépenses dans les PFR et 33 % dans les PRITI, ainsi que pour les pays les moins avancés (33 %) et les pays sans littoral (32 %).

³ Sur les PPTTE, voir [FMI et Banque mondiale, 1998](#) ; sur l'ALC, le propre calcul de l'auteur à partir des *tableaux de la dette mondiale de la Banque mondiale*.

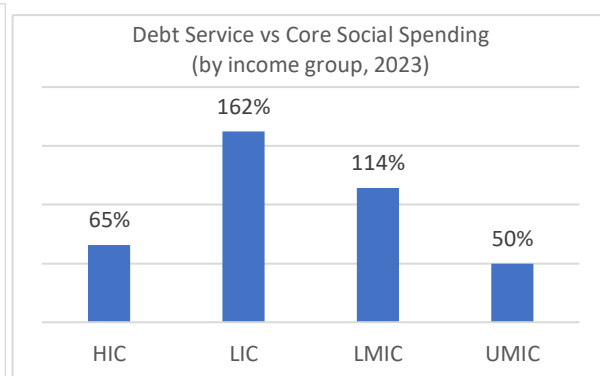
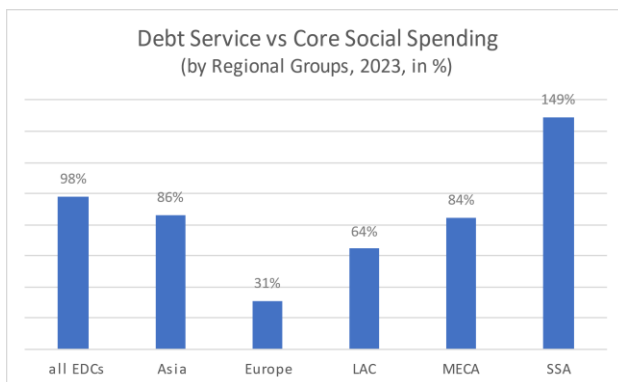
⁴ Bien que, selon les définitions de données convenues au niveau international, la dette extérieure et la dette intérieure doivent être classées en fonction de la résidence du créancier, la plupart des pays déclarent une dette divisée par sa monnaie, comme nous le faisons ici.



La carte 2 montre à quel point le fardeau de services/dépenses est répandu sur tous les continents : 92 pays dépassent un seuil de 15 % et 74 pays un seuil de 20 %. Par ailleurs, cinq autres pays présentent des ratios élevés, mais sont en défaut de paiement sur la majeure partie de leur dette. Les ratios exacts pour chaque pays sont répertoriés dans le tableau 1 en annexe.

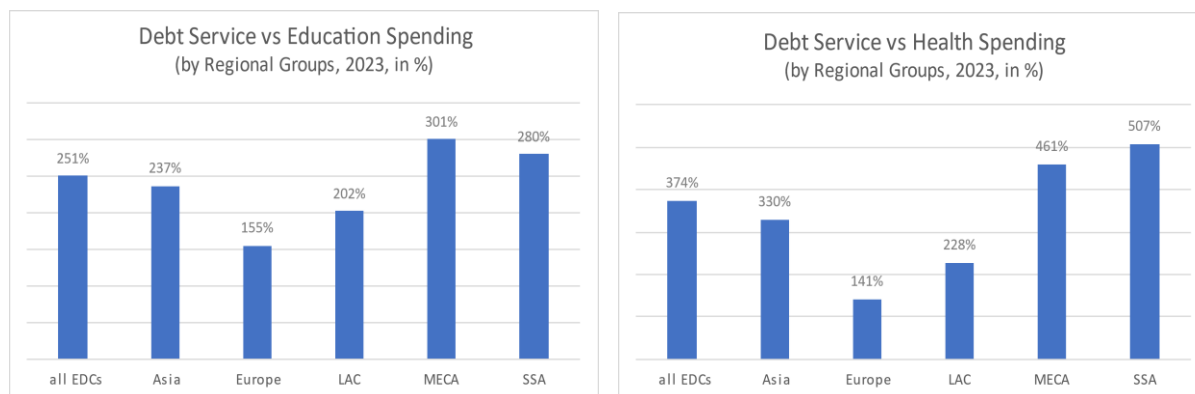


Comparé **aux dépenses sociales**, le service de la dette équivaut en moyenne aux dépenses sociales totales (éducation + santé + protection sociale) dans l'ensemble des pays. Cependant, il dépasse ces dépenses de moitié en Afrique, atteint environ 85 % en Asie et dans la région MOAC, et 64 % en ALC. En ce qui concerne les niveaux de revenu, le service de la dette dépasse les dépenses sociales de 62 % dans les PFR et de 14 % dans les PRITI. Dans 33 pays (16 en Afrique, 7 en Asie, 6 en ALC, 4 au MOAC), le service de la dette dépasse les dépenses sociales totales.

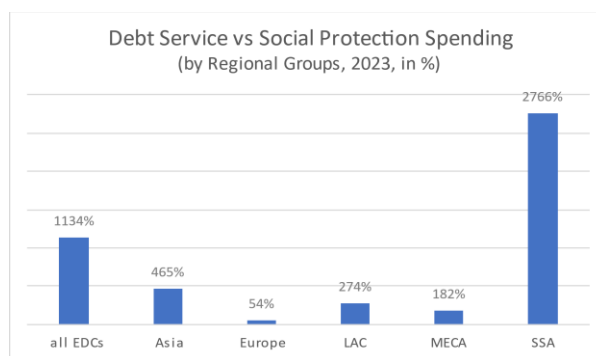


Les dépenses liées au service de la dette sont 2,5 fois supérieures à celles **consacrées à l'éducation dans tous les pays**, atteignant 3 fois plus dans la région MOAC et en Afrique subsaharienne, mais seulement 2,4 fois plus en Asie et 2 fois plus en ALC. Dans 104 pays, le service de la dette dépasse les dépenses d'éducation.

Le service de la dette représente 3,7 fois les **dépenses de santé** dans tous les pays, et est 5 fois plus élevé en Afrique subsaharienne et au MOAC ; plus de 3 fois plus en Asie et 2 fois plus en ALC. Dans 116 pays, le service de la dette dépasse les dépenses de santé.



Le service de la dette est 11 fois supérieur aux **dépenses consacrées à la protection sociale** dans tous les pays, mais ce ratio s'élève à plus de 27 fois en Afrique subsaharienne, où les dépenses de protection sociale sont généralement faibles, alors qu'il est seulement 4 fois plus élevé en Asie, 2,7 fois en ALC et 1,8 fois au MOAC. Dans 107 pays, le service de la dette dépasse les dépenses en matière de protection sociale.



3) L'ALLÈGEMENT ACTUEL DE LA DETTE EST NETTEMENT INSUFFISANT POUR ATTEINDRE LES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Face à un fardeau de la dette sans précédent, l'architecture actuelle de gestion de la dette offre-t-elle des mesures d'allègement suffisantes pour dégager une marge de manœuvre budgétaire en vue d'atteindre les ODD ?

En se basant sur les récents accords conclus ou en cours de négociation avec le Tchad, le Ghana, Sri Lanka, le Suriname et la Zambie, la réponse est clairement non. Après leurs accords de dette, selon les prévisions

du FMI⁵, ces pays devraient toujours consacrer en moyenne 48 % de leurs recettes budgétaires au service de la dette au cours des trois prochaines années, avec le Sri Lanka comme seul pays parvenant à ramener son service de la dette à moins de 30 % de ses revenus.

	2023	2024	2025	MOYENNE
Tchad	65	53	48	55
Ghana	42	59	72	58
Sri Lanka	26	19	18	21
Suriname	36	44	37	39
Zambie	75	62	59	65

Les pays devront également réduire leurs dépenses publiques de 4 % du PIB cumulé au cours des cinq prochaines années. Bien que des efforts puissent être déployés pour protéger certaines dépenses sociales en établissant des « planchers » au sein de ce montant réduit, il n'est pas sûr que cela aboutisse, à en juger par une expérience récente⁶. Même si cela venait à fonctionner, il est évident que les accords ne permettront pas d'augmenter de manière significative les dépenses pour accélérer l'avancée vers la réalisation des ODD.

Cet échec découle du fait qu'aucun objectif clair en matière de service de la dette et de recettes n'est établi pour évaluer si les accords d'allégement de la dette laissent les pays avec des niveaux d'endettement viables, en particulier à court et moyen terme, et donc si le ratio service de la dette/recettes peut être réduit à 15-20 % sur une période d'environ dix ans. Cette situation reflète également la réticence des créanciers à accorder un niveau d'allégement comparable à celui observé lors des crises de la dette précédentes.

En revanche, dans le cadre de l'Initiative PPTE, avant même l'introduction de l'allégement supplémentaire de l'IADM en 2005, les créanciers s'étaient engagés à ramener le service de la dette en dessous de 15 à 20 % des recettes budgétaires. Les résultats finaux des accords PPTE et IADM avaient effectivement réduit le service de la dette à une moyenne de seulement 11 % des recettes⁷. La même ampleur d'efforts de la part des créanciers est aujourd'hui nécessaire pour réussir à atteindre les ODD, et il est impératif que les accords d'allégement de la dette établissent des objectifs explicites en matière de service de la dette et de recettes dès l'année de mise en place de l'allégement.

De plus, pour les pays qui ne souhaitent pas solliciter un allégement de la dette en raison de leur dépendance vis-à-vis des marchés obligataires pour le financement budgétaire, il est essentiel que des mesures immédiates soient prises pour réduire considérablement leurs coûts d'emprunt.

Ce n'est qu'en combinant un allégement accru de la dette avec une réduction des coûts d'emprunt qu'il sera possible de mobiliser les ressources nécessaires pour financer le plan de relance des ODD, proposé par le Secrétaire général des Nations Unies, d'un montant de 500 milliards de dollars par an, et remettre les ODD sur la bonne voie.

⁵ Les sources de ces chiffres, et de l'ajustement prévu des dépenses dans le paragraphe suivant, sont les dernières analyses de viabilité de la dette après restructuration figurant dans les documents du Conseil d'administration du FMI.

⁶ Voir [Oxfam 2023](#).

⁷ Calculs basés sur FMI [2019](#).

#CancelTheDebt

#DebtCrisis

#LifeBeforeDebt

Ce document est protégé par des droits d'auteur, mais le texte peut être utilisé gratuitement à des fins de plaidoyer, de campagne, d'éducation ou de recherche, à condition que la source soit citée dans son intégralité. Si vous utilisez la note d'information ou les numéros, veuillez nous en informer par email à l'adresse suivante : mail@dri.org.uk.

Country	Total Debt Service			Debt Service as a proportion of			
	as a % of Revenue	as a % of Expenditure	as a % of GDP	Education	Health	Social Protection	Total Anti-Inequality Spending
Afghanistan	1.65	0.88	0.00	0.08	0.26	0.23	0.05
Albania	14.92	12.23	3.76	1.67	1.30	0.43	0.27
Algeria	17.24	14.23	5.61	0.88	1.33	0.62	0.28
Angola	75.54	70.25	14.58	5.83	6.76	14.19	2.57
Antigua & Barbuda	68.84	41.75	14.94	4.22	3.66	2.87	1.16
Argentina	73.39	70.33	20.13	5.61	4.53	1.51	0.94
Armenia	17.29	15.25	4.15	1.94	2.61	0.67	0.42
Bahamas, The	68.25	56.77	13.55	5.61	3.98	9.78	1.88
Bangladesh	48.75	28.16	4.28	1.89	4.52	4.86	1.05
Barbados	29.78	25.56	7.81	1.54	1.83	1.66	0.56
Belize	17.05	15.33	3.31	0.81	1.52	2.29	0.43
Benin	42.22	29.99	5.98	1.58	5.60	5.04	0.99
Bhutan	47.23	27.12	9.31	1.52	1.92	2.79	0.65
Bolivia	70.28	46.07	8.86	2.08	3.37	3.80	0.96
Bosnia and Herzegovina	25.16	25.31	8.76				
Botswana	15.37	13.89	4.09	0.69	0.92	2.55	0.34
Brazil	42.79	37.08	17.80	5.94	4.82	0.90	0.67
Bulgaria	7.57	6.40	2.37	0.67	0.45	0.20	0.12
Burkina Faso	56.43	41.79	10.39	1.99	4.47	33.16	1.32
Burundi	68.19	43.62	10.03	2.95	4.56	51.93	1.73
Cabo Verde	36.63	28.39	8.72	2.53	3.16	1.95	0.82
Cambodia	6.85	5.38	1.45	0.41	0.13	1.31	0.09
Cameroon	43.23	40.12	6.54	2.43	8.54	6.28	1.45
Central African Republic	22.33	14.05	2.38	1.48	1.72	14.05	0.75
Chad	72.46	78.39	15.86	5.93	12.04	16.87	3.21
Chile	7.44	6.71	4.10	0.41	0.29	0.23	0.10
China	82.41	61.15	20.60	4.13	5.82	2.37	1.20
Colombia	25.17	31.07	7.90	2.53	1.97	1.01	0.53
Comoros	17.73	8.49	1.72	0.65	0.54		0.30
Congo, Dem. Rep.	19.12	13.65	2.90	0.80	1.45	7.07	0.48
Congo, Rep.	60.96	64.21	16.96	4.67	6.28	13.93	2.25
Costa Rica	79.51	62.88	12.28	2.84	3.12	2.69	0.96
Cote d'Ivoire	44.71	41.22	7.05	2.01	5.29	26.09	1.38
Croatia	27.30	26.82	12.51	2.68	1.99	0.93	0.51
Djibouti	18.39	14.72	3.46	1.05	3.11	2.00	0.56
Dominica	23.27	20.02	10.19				
Dominican Republic	30.64	24.24	4.45	1.04	2.20	2.16	0.53
Ecuador	19.62	20.70	7.04	1.44	1.81	0.96	0.44
Egypt	196.43	133.74	31.80	15.94	27.77	7.77	4.40
El Salvador	25.51	18.76	6.33	1.33	1.83	1.31	0.49
Eswatini	15.72	13.13	3.63	0.83	1.09	3.91	0.42
Ethiopia	29.65	22.98	2.63	1.29	2.97	15.52	0.85
Fiji	28.23	19.96	6.45	1.30	1.89	3.58	0.63
Gabon	47.85	57.89	9.33				
Georgia	17.53	15.63	4.62	1.29	1.54	0.59	0.32
Ghana	118.71	89.92	19.63	7.50	11.24	20.07	3.67
Grenada	30.39	30.55	8.71				
Guatemala	16.35	14.37	2.02	0.73	1.35	6.75	0.44
Guinea	68.66	57.52	9.37	5.53	11.98	56.95	3.55
Guinea-Bissau	69.77	43.41	8.83	4.37	6.30	7.98	1.95
Guyana	33.90	32.86	5.02	2.63	2.93	3.90	1.02
Haiti	9.51	9.24	0.79	0.77	2.36	0.71	0.32
Honduras	25.48	15.54	5.75	1.28	1.63	4.55	0.62
Hungary	33.33	28.44	13.77	3.10	2.28	1.08	0.59
India	29.35	17.27	5.24	2.00	4.19	1.61	0.74
Indonesia	36.16	29.97	4.60	1.87	2.85	2.86	0.81
Iraq	13.24	15.28	6.67				
Jamaica	39.88	33.71	11.55	2.54	2.66	5.24	1.04
Jordan	91.54	70.21	21.74	5.89	7.89	2.44	1.42
Kenya	56.03	40.88	8.96	2.17	5.27	7.53	1.27
Kiribati	1.37	1.28	1.13	0.07	0.09	0.58	0.04
Kosovo	3.46	2.87	0.93	0.26	0.31	0.15	0.07
Kyrgyz Republic	14.79	11.01	4.35	0.71	5.29	0.55	0.29
Lao P.D.R.	122.24	89.82	16.60	7.64	11.65	25.38	3.90
Lebanon	92.85	105.81	9.10	10.04	8.15	3.87	2.08
Lesotho	11.38	7.34	3.99	0.65	0.56	0.71	0.21
Liberia	19.01	16.56	2.96	1.38	1.74	13.80	0.73
Madagascar	49.08	31.02	5.85	1.88	34.7	20.14	1.15
Malawi	132.83	79.18	15.27	5.43	10.04	76.13	3.37
Malaysia	15.65	11.96	2.40	0.59	1.27	0.70	0.26

Debt Service more than 20% of Expenditure
Debt Service between 15-20% of Expenditure
Debt Service less than 15% of Expenditure

Country	Total Debt Service			Debt Service as a proportion of			Total Anti-Inequality Spending
	as a % of Revenue	as a % of Expenditure	as a % of GDP	Education	Health	Social Protection	
Maldives	37.82	32.18	10.05	2.70	1.95	2.39	0.77
Mali	49.80	46.01	9.96	2.40	8.31	15.55	1.66
Marshall Islands	8.14	3.55	2.26				
Mauritania	15.38	12.16	3.06	0.65	1.39	1.04	0.31
Mauritius	40.93	35.85	8.13	2.22	3.67	1.26	0.66
Mexico	53.11	45.39	12.88	2.90	3.39	1.83	0.84
Micronesia	5.61	2.80	1.69				
Moldova	36.27	42.69	11.70	2.10	3.73	1.52	0.71
Mongolia	13.98	12.60	4.12	3.01	7.37	0.43	0.36
Montenegro	20.97	17.90	6.84				
Morocco	51.43	51.04	13.80	8.53	5.60	3.52	1.72
Mozambique	29.01	20.44	7.45	1.25	2.69	3.50	0.69
Myanmar	62.81	46.25	11.58	3.30	8.62	10.16	1.93
Namibia	15.43	13.01	4.20	0.53	0.79	1.44	0.26
Nauru	7.49	7.51	8.51				
Nepal	23.75	18.89	6.21	1.72	2.75	1.67	0.65
Nicaragua	15.71	17.72	2.95	0.81	0.85	5.06	0.38
Niger	65.51	26.14	7.55	1.83	5.85	3.72	1.01
Nigeria	28.97	11.85	1.77	2.09	2.10	2.11	0.70
North Macedonia	24.04	22.54	7.34	2.05	1.66	0.67	0.39
Oman	24.93	22.71	8.21	1.86	2.85	4.59	0.90
Pakistan	49.03	34.03	8.32	2.94	7.68	3.15	1.27
Palau	18.90	10.50	4.86				
Panama	28.55	30.71	5.63	1.58	3.06	5.11	0.87
Papua New Guinea	95.11	70.31	14.54	4.68	7.00	29.67	2.56
Paraguay	12.73	9.91	3.33	0.57	0.86	0.41	0.19
Peru	9.26	9.14	2.32	0.47	0.79	0.92	0.22
Philippines	32.33	27.82	6.52	1.79	2.98	1.84	0.70
Poland	2.67	2.44	1.07	0.23	0.22	0.07	0.04
Qatar	5.70	7.40	2.18	0.79	1.14		0.47
Romania	29.98	24.46	8.06	2.78	1.87	0.75	0.45
Rwanda	52.65	30.99	9.54	2.54	4.06	6.57	1.26
Samoa	15.79	11.56	4.53	0.86	0.80	2.90	0.36
Sao Tome and Principe	136.76	78.76	19.32	3.99	6.03	145.84	2.36
Saudi Arabia	12.17	14.38	3.34	0.75	1.10	0.55	0.30
Senegal	32.52	24.37	6.33	1.16	4.99	1.70	0.61
Serbia	14.67	13.38	5.94	1.56	1.06	0.35	0.22
Seychelles	32.66	28.89	10.55	2.76	2.84	1.71	0.77
Sierra Leone	169.41	118.54	23.87	7.32	14.49	36.59	4.29
Solomon Islands	3.34	2.47	0.77	0.08	0.18	3.74	0.06
Somalia	13.41	3.89	0.43	0.85	0.45	0.25	0.14
South Africa	18.03	14.30	4.40	0.70	1.21	0.83	0.29
South Sudan	19.50	38.87	6.16	2.80	9.21	215.94	2.13
Sri Lanka	119.86	53.49	14.12	16.71	12.56	7.39	3.64
St. Kitts and Nevis	5.08	5.09	1.78				
St. Lucia	24.72	15.44	4.66	1.22	1.53	5.66	0.61
St. Vincent and the Grenadines	20.61	15.14	5.61	0.80	1.45	1.07	0.35
Sudan	33.47	27.35	2.59				
Suriname	25.30	19.58	6.51				
Tajikistan	10.53	8.29	2.55	0.44	0.97	0.64	0.21
Tanzania	33.02	21.65	4.52	1.58	4.18	2.17	0.75
Thailand	10.63	9.94	1.71	0.82	0.64	0.45	0.20
The Gambia	164.83	80.32	20.23	6.70	8.44	60.85	3.52
Timor-Leste	2.91	1.17	1.47	0.16	0.24	0.17	0.06
Togo	57.77	38.28	9.91	2.58	4.69	182.28	1.65
Tonga	16.11	8.73	3.92	0.74	0.84	6.77	0.37
Trinidad & Tobago	17.97	18.19	5.11	1.63	2.01	0.97	0.47
Tunisia	45.45	39.13	12.97	2.22	7.76	1.43	0.78
Turkiye	70.41	61.73	4.90	6.58	5.98	2.09	1.25
Tuvalu	1.53	0.95	1.03	0.06	0.05	0.14	0.02
Uganda	68.60	45.85	8.77	4.29	4.66	45.39	2.13
Ukraine	28.11	16.39	11.10	1.04	1.77	0.47	0.27
United Arab Emirates	5.18	5.18	1.41				
Uruguay	22.47	21.94	6.03	1.31	1.76	0.79	0.39
Uzbekistan	9.00	8.14	2.43	0.36	0.75	0.21	0.11
Vanuatu	11.36	6.32	2.92	0.24	0.66	1.64	0.16
Vietnam	18.30	14.24	2.76	0.96	1.39	0.80	0.33
Zambia	104.78	76.30	23.15	5.50	7.34	15.70	2.62
Zimbabwe	18.00	16.21	0.54	0.91	1.52	2.55	0.47